



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement  
Unité inter-départementale de la Haute-Garonne  
et de l'Ariège**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société AIRBUS  
OPERATIONS SAS pour son établissement de Clément Ader sur la commune de  
COLOMIERS**

N°28

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 autorisant la société AIRBUS OPERATIONS SAS, dont le siège social est situé à TOULOUSE, à exploiter sur le territoire de la commune de COLOMIERS, sur le site de « Clément Ader », les installations de construction aéronautique ;

Vu le rapport de la visite réalisée le 5 décembre 2024, transmis le 17 décembre 2024 à l'exploitant en recommandé avec accusé réception (reçu le 3 janvier 2025) pour qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant est concerné, au regard de ses activités de construction aéronautique, par l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité, lequel prescrit trois campagnes de mesure des PFAS dans les rejets aqueux ;

Considérant que l'arrêté ministériel susvisé impose la réalisation des analyses PFAS et fluor organique absorbable (AOF) sous un délai de neuf mois ;

Considérant que les analyses effectuées par l'exploitant aux mois de décembre 2023, janvier et février 2024 ne permettent pas de répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé compte-tenu de :

- l'absence de mesures sur une partie des eaux usées (point de prélèvement C72.001) ;
- l'absence d'une liste consolidée des PFAS utilisés sur son site, et notamment pour les PFAS non listés dans l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que, pour établir la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, l'exploitant s'est limité à la recherche des vingt-huit substances PFAS mentionnées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;

Considérant que les concentrations en AOF mesurées lors des premières campagnes réalisées et l'activité du site nécessitent de conduire l'exercice d'identification des substances susceptibles d'être présentes de manière approfondie ;

Considérant que ces campagnes doivent être engagées le plus rapidement possible pour répondre à la campagne nationale de recherche des PFAS dans les rejets et déterminer si le site peut être à l'origine de rejets en PFAS dans les eaux ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de réaliser ces campagnes de recherche de PFAS dans les rejets ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure a été porté à la connaissance de la société AIRBUS OPERATIONS SAS, le 6 février 2025, par courriel avec accusé de réception afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant, par courriel du 20 février 2025, dans laquelle il a fait part d'observations ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup> :** La société AIRBUS OPERATIONS SAS est mise en demeure, pour son site de Clément Ader, situé sur la commune de COLOMIERS, de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé. Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- **sous sept mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation ;
- **sous trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à la première campagne de prélèvements et d'analyse des PFAS pour tous les points de rejet (eaux usées et eaux pluviales). Les résultats des analyses sont déclarés dans Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF), **au plus tard le dernier jour du mois suivant** ;
- **au plus tard le 30 mai 2025**, les trois campagnes d'analyses sont réalisées.

**Art. 2 :** Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

**Art. 3 :** Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 4 :** Conformément aux articles L. 171-11 et suivants du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de TOULOUSE, dans un délai, prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Art. 5 :** Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

**Art. 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AIRBUS OPERATIONS SAS.

Fait à Toulouse, le 1 AVR. 2025



Pierre - André DURAND

